



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 10 MAI 2023

mettant en demeure la société LCK SCI
de régulariser sa situation administrative pour l'entreposage de déchets dangereux
et de respecter les prescriptions relatives à la protection de l'environnement
pour l'exploitation de son entrepôt situé 1 rue Aalborg à Erstein (67150)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-7, L.171-8 et L.511-1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs rubriques 1530, 1532, 2662 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral 3 janvier 2018 pris en application du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, portant prescriptions d'enregistrement de la société LCK située rue d'Aalborg à Erstein ;
- VU le rapport du 23 mars 2023 de la visite du 6 février 2023 de l'inspection des installations classées sur le site de la société LCK SCI à Erstein (67150) ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant entrepose une quantité de déchets dangereux d'au moins 5 tonnes ;
que cette activité de transit de déchets dangereux relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classée pour la protection de l'environnement ;
que l'exploitant exerce cette activité sans disposer de l'autorisation requise, définie à l'article R.511-9 et ses annexes du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks indiquant les quantités présentes par substances ou type de dangers des produits stockés, de ce fait, il ne s'assure pas en permanence de rester sous le seuil Seveso et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2022 qui fixe que « l'exploitant s'assure en permanence des quantités présentes pour rester sous le seuil Seveso » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas présenté d'inventaire physique de l'état des stocks au titre de l'année 2022 et qu'il est ainsi contrevenu au point 1.4 §I de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 qui fixe que « un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant de manière tournante » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas, à partir de l'état des stocks, de la nature ni des quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone et qu'il est ainsi contrevenu au point 1.4 §I.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 qui fixe que « cet état des matières stockées [...] permet de connaître la nature et les

quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage » ;

CONSIDÉRANT que pour les matières dangereuses présentes sur le site, l'état des stocks ne permet pas d'identifier les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets relevant d'un classement dans l'une des rubriques 4XXX et qu'il est ainsi contrevenu au point 1.4 §1.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 qui fixe que « *pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre de l'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées* » ;

CONSIDÉRANT que pour les matières non dangereuses présentes sur le site, l'état des stocks ne permet pas de connaître les grandes familles de produits selon une typologie pertinente des risques présentés et qu'il est ainsi contrevenu au point 1.4 §1.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 qui fixe que « *pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement* » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir à la population, une information vulgarisée sur les substances ou produits stockés au sein de chaque cellule et qu'il est ainsi contrevenu au point 1.4 §1.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 qui fixe que « *cet état des matières permet [...] de répondre aux besoins d'information de la population, un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage* » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. »,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} - prescriptions à respecter

La société LCK SCI, pour ses installations situées 1 rue d'Aalborg à Erstein (67150), est mise en demeure, de régulariser sa situation administrative et de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

Pour la régularisation des installations de transit de déchets dangereux, la société LCK SCI dépose un dossier en vue de la poursuite de l'exploitation dans des conditions régulières ou, si elle ne souhaite pas poursuivre cette exploitation, met les installations de transit de déchets dangereux à l'arrêt définitif. Suivant l'option retenue, elle dispose des délais suivants :

- 6 mois pour déposer à la préfecture du Bas-Rhin, une demande d'autorisation environnementale conforme aux dispositions des articles R.181-13 à 15 du code de l'environnement,
- 3 mois pour déposer à la préfecture du Bas-Rhin, la notification de la mise à l'arrêt définitif des installations comprenant les éléments définis aux I et II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Pour son entrepôt, la société LCK SCI respecte, dans un délai de 4 mois, les dispositions suivantes :

- Article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2022 :
« **L'exploitant s'assure en permanence des quantités présentes pour rester sous le seuil Seveso** [...] » ;
- Point 1.4 §I de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :
« [...] Un recalage périodique est effectué par **un inventaire physique, au moins annuellement**, le cas échéant, de manière tournante [...] » ;
- Point 1.4 §I.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :
« **Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :**
- 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état **permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.**

- Pour les **matières dangereuses**, devront figurer, a minima, **les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.**

- Pour les **produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses**, devront figurer, a minima, **les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.** Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement [...] » ;
- Point 1.4 §I.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :
« **Cet état des matières stockées [...] :**
- 2. **répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage [...]** ».

Article 2 - mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 - sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 - exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- la sous-préfète de l'arrondissement de Sélestat - Erstein ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LCKSCI, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire d'Erstein (67150).

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général


Mathieu DUHAMEL